****

1. **Le point sur la réforme et sa mise en place.**

Le ministère persiste dans la mise en place de la réforme en dépit des voix qui s’y opposent. Sans aucune hésitation, il poursuit sa politique idéologique de casse de l’enseignement professionnel sous statut scolaire et c’est dans la précipitation et une totale impréparation que les nouvelles dispositions se mettent en place dans les académies. Rappelons quand même que ce que le Ministre appelle transformation de la voie professionnelle n’est qu’un élément du vaste chantier entamé par le gouvernement destiné à refonder complètement notre système éducatif d’une part et le système de la formation professionnelle d’autre part. En fait c’est une rénovation façon *« Blanquer »* de la cave au grenier, la mise en place d’une école du tri et de la sélection ! Pour un ministre qui avait annoncé ne pas faire de loi sur l’Ecole…

Première attaque, la refonte des grilles horaires : les nouvelles grilles horaires Bac Pro et CAP ont été publiées au BO suite aux arrêtés pris le 21 novembre 2018.

Ces nouvelles grilles consacrent la perte d’heure d’enseignement tant dans les matières générales que professionnelles pour les bac pro en réduisant le nombre d’heures dispensées sur le cycle. Surtout elles introduisent la co-intervention et le chef d’œuvre qui sont des dispositifs qui, outre le fait de réduire les enseignements disciplinaires vont d’une part consacrer la vision utilitariste du français et des maths et réduire les réelles possibilités, déjà bien insuffisantes, de poursuite d’études de nos bacheliers et encore plus de leur réussite dans le supérieur. Le chef d’œuvre va quant à lui accentuer la concurrence entre les enseignants puisqu’il apparait que les heures qui lui sont consacrées ne sont pas réservées à l’enseignement professionnel mais peuvent être *« partagées »* avec l’enseignement général.

Seconde attaque : la refonte des programmes : Eh oui ! si on réduit le nombre d’heures de cours, il est difficile de maintenir les programmes en l’état. Mais surtout il s’agit de mettre en place les nouvelles dispositions du chef d’œuvre et de la co-intervention. Il s’agit aussi de réduire la culture générale de nos élèves et de donner davantage de place à la culture de l’entreprise. Rappelons-nous l’intervention de Lucie Tanguy à notre dernier congrès. Il s’agit aussi et surtout de mettre en place des programmes adaptés au nouveau mode d’évaluation des savoirs et savoir-faire, les fameuses compétences qui vont bientôt remplacer les unités constitutives de nos diplômes tant dans les référentiels d’activité que dans ceux de l’évaluation. C’est l’instrument de la casse des diplômes qui se met en place.

Les nouveaux programmes d’enseignement général de seconde seront publiés en mars 2019. La concertation aura été quasi inexistante du fait de la rapidité avec laquelle ils ont été élaborés par le conseil supérieur des programmes saisi en septembre 2018.

Les programmes d’enseignement professionnel seront quant à eux, soumis aux diktats des branches professionnelles avec introduction des compétences, maintenant que les CPC issues de la loi *« liberté de choisir son avenir professionnel »* voient la disparition des personnes qualifiées (nos camarades mandatés au nom de la CGT Éduc’action) de leur composition.

La lettre de saisine parle de *« citoyens épanouis »,* de *« culture générale solide »,* de programme d’enseignement général ambitieux »… mais on voit mal comment ces objectifs seront atteints avec les importantes réductions horaires prévues.

Les programmes de première et terminale sont quant à eux attendus pour le mois d’octobre 2019.

Troisième attaque : la mise en place des familles de métiers. Là encore la volonté de laminer la voie professionnelle est manifeste par le regroupement en seconde de différentes spécialités présentant en apparence des éléments communs dans les compétences exigées. La procédure ne laisse aucun doute sur la motivation réelle de cette manœuvre. Il s’agit de réduire le nombre de postes d’enseignants en permettant le regroupement d’élèves par section, mais également de réduire la spécialisation du diplôme et par ce fait même, la qualification de son lauréat. Pour la rentrée 2019 ce sont trois familles de métiers qui sont ainsi mises en place :

* Métiers de la construction durable, du bâtiment et des travaux publics,
* Métiers de la relation client,
* Métiers de la gestion admi­nistrative, du transport et de la logistique.

Les autres familles de métiers (14 au total) seront mises en place aux rentrée suivantes de 2020 et 2021. Là encore aucune concertation si ce n’est avec les branches professionnelles qui imposent leur point de vue. Certaines spécialités resteront en dehors de toute famille de métiers au motif qu’elles sont inclassables et trop particulières.

En fin de classe de seconde, la confirmation du choix de la spécialité ne sera pas à l’interne de l’établissement mais via la configuration AFFELNET. Ces choix posent le problème de la mobilité des élèves, car de toute évidence, toutes les filières correspondant à une famille de métiers ne seront pas forcément présentes dans chaque établissement.

**L’attaque sur la filière GA :**

Volonté très nette de réduire le flux d’élèves dans la filière. Pour mémoire, le MEN projette de diviser par deux les flux d’ici 3 ans. Cela aura forcément des conséquences pour les élèves, majoritairement des filles, dont on peut légitimement se demander vers quelle filière elles seront orientées et pour nos collègues puisque cela signifie qu’il y a aura des réductions de postes. Ce que nous dénonçons depuis le début comme un plan social prend donc la forme d’un protocole RH ou accompagnement RH que le ministère veut mettre en place.

Ce qu’il faut en retenir c’est que cette filière est remise en cause sans aucune rénovation qui donne de vraies perspectives à cette spécialité. La réduction se fera de manière très progressive. (C’est le meilleur moyen de ne pas avoir une levée de bouclier). L’administration parle d’associer les enseignants de la filière au choix possibles alors qu’il n’y a pas réellement de choix. Elle confirme bien la suppression de 1500 ETP donc combien de postes au total ? dont 1000 départs en retraite et 500 non résolus. Parmi eux il y a aussi les contractuels au nombre de 540 pour lesquels nous sommes intervenus au ministère pour qu’ils soient pris en considération tout comme les titulaires dans le protocole. Les services RH devraient rencontrer tous les personnels de la filière dans un premier temps, puis plus précisément ceux concernés par des suppressions de postes et donc des mesures de carte scolaire. La mobilité peut être géographique comme fonctionnelle.

Des groupes de suivi auxquels nous devrions être amenés à participer doivent être mis en place au niveau national et académique. Mais sans attendre ces GT, nous avons besoin des remontées de ce qui se passe dans les académies et nous vous encourageons à prendre les devants, dans vos académies en demandant des GT sur les différents points au rectorat.

Les 3ème prépa métiers : La réforme de la formation professionnelle prévoit la transformation des 3ème prépa pro et des DIMA en 3ème prépa métiers. Le décret de création de ces classes est passé au CSE mais nous attendons sa publication, avec les grilles horaires qui n’étaient pas encore définitivement arrêtées. Au passage, le ministère retire en fait environ 2 heures hebdomadaires à ces classes, alors que l’objectif affiché est de mieux préparer les élèves dans leur projet d’orientation.

De nombreux textes sont encore en cours de validation, mais les mesures entreront tout de même en vigueur à la rentrée prochaine. Ils sont issus soit de la réforme de la voie pro, soit de la loi sur la formation professionnelle. Nous faisons le maximum pour suivre leur publication et analyser leurs effets, et vous tenir informés des transformations qu’ils génèrent.

1. **Le contexte de cette réforme**

Immanquablement cette réforme fait partie d’un ensemble de réformes qui mettent en place un système scolaire basé sur le tri et la sélection. Ce qui est vrai pour la voie pro l’est aussi pour le lycée général et technologique. Conjugué à une politique d’austérité et de réduction des dépenses publiques, les effets vont être ravageurs autant pour les élèves que pour les personnels.

Plus largement encore, ces réformes s’inscrivent dans un projet idéologique et dogmatique destiné à réduire toujours plus le coût du travail pour le patronat en attaquant aujourd’hui la qualification et sa reconnaissance dans l’emploi, dans un contexte de déprofessionnalisation et d’un glissement de plus en plus perceptible de la notion de l’exercice d’un métier vers celle d’occuper un emploi. Il faut dire que le maintien du nombre de demandeurs d’emploi aide bien en accentuant la concurrence.

En effet, *« on est à l’os »,* car après avoir, dans la loi travail XXL, déconstruit ce qui restait de garanties collectives au travail pour le/la salarié·e, le gouvernement entend s’attaquer à ce qui reste de garanties pour entrer dans l’emploi, à savoir la qualification et sa reconnaissance dans les grilles de salaire des conventions collectives à travers la loi sur la formation professionnelle appelée cyniquement « liberté de choisir son avenir professionnel ». Le gouvernement va au-devant des volontés patronales qui souhaitent la précarisation et l’individualisation la plus complète afin de négocier de gré à gré les contrats de travail avec des salaires au plus bas.

D’où le tri et la sélection qui se font de plus en plus tôt et l’absence de choix réels pour les jeunes dans leur orientation et plus globalement éviter de leur donner les instruments nécessaires à leur émancipation et leur épanouissement personnel.

A l’évidence encore, la bagarre contre ces réformes nous concerne toutes et tous et inclut une mobilisation de tous, enseignants dont le métier perd son sens, élèves dont la promotion sociale est de plus en plus hypothétique, parents qui s’inquiètent pour l’avenir de leur progéniture, mais aussi salariés qui voient leurs conditions de travail toujours plus dégradées.